Burundi : onze jeunes -dont six mineurs- inculpés d'outrage à chef d'Etat

RFI, 08-06-2016 Au Burundi 11 lycéens sont inculpés d'outrage à chef d'Etat pour avoir griffonné sur des photos de Pierre Nkurunziza dans leurs manuels scolaires. Six d'entre eux, âgés de 15 à 17 ans, ont été remis hier mardi en libération provisoire dans l'attente de leurs procès. Quant aux cinq majeurs, ils restent pour l'instant en prison. Ils ont été arrêtés vendredi dernier par le Service national de renseignement et encourent des peines allant de 6 mois à 5 ans de prison et des amendes de 10 000 à 50 000 Francs burundais selon leur avocat, soit 5 à 30 euros. Une somme conséquente au Burundi. Des sanctions disproportionnées qui suscitent l'indignation.

Qu'ils soient majeurs ou mineurs, les 11 lycéens inculpés pour « offense à chef d'Etat » sont des « délinquants ». C'est le terme employé par le procureur général du Burundi qui annonçait hier, la libération provisoire des 6 plus jeunes. Arrêtés vendredi dernier par le service national de renseignements, ils ont été relâchés dans le quartier pour mineurs de la prison de Muramvya, dans le centre du pays, ceci en violation des textes internationaux selon Christophe Boulierac, porte-parole de l'Unicef. « Depuis le début de la crise, depuis avril 2015, il y a eu 300 enfants qui ont été détenus de manière arbitraire et nous avons fait en sorte que plus de 134 de ces enfants soient relâchés et puissent retourner dans leur famille, dans leur communauté ». Et Christophe Boulierac rappelle que le Burundi a signé et ratifié la convention relative aux droits de l'enfant dont l'article 37 indique clairement qu'aucun enfant ne doit être détenu dans une prison pour adulte. Aucune preuve n'indique que ce sont eux qui ont dégradé les manuels, affirme l'avocat des lycéens, car les livres sont partagés et échangés entre les classes et les établissements. Il souligne la disproportion de peines encourues autant que les élèves ont été contraints de rembourser les ouvrages par le directeur du